

BEIRE-LE-CHÂTEL

Foyer d'accueil médicalisé : des salariés en souffrance

Manque de personnel, de reconnaissance salariale, burn out, les raisons de la souffrance, évoquées par les salariés du foyer d'accueil médicalisé Vesvrotte de Beire-le-Châtel, sont multiples et liées. Ils se sentent oubliés, alors qu'ils se disent guidés par leur conscience professionnelle.

Depuis le début de l'année, les salariés du foyer d'accueil médicalisé (FAM) Vesvrotte de Beire-le-Châtel se mobilisent pour faire entendre leur voix. Deux mouvements de grève ont déjà agité l'établissement. Un premier, spontané, le 7 janvier, puis un autre le 1^{er} février, lors de la mobilisation nationale des « oubliés du Ségur ».

« Il y a de moins en moins de personnel pour s'occuper des résidents. »

Héloïse Dalmau, éducatrice spécialisée

Le but de ces mouvements de grève et de manifestation est de provoquer une réaction des pouvoirs publics pour revaloriser le travail des salariés du domaine social et médico-social. « Lors de notre grève spontanée, nous avons prévenu la direction à 10 heures en leur laissant 3 heures pour pouvoir s'organiser et assurer la sécurité des résidents pendant notre mouvement de grève l'après-midi. On est donc partis à 14 heures pour revenir le lendemain à 10 heures. À notre retour, le directeur général de l'Acodège Patrice Durovray s'était déplacé pour écouter nos revendications », indique Nicolas Moinard, infirmier. Des mobilisations qui ont permis au personnel en



Cyril Brisard, Héloïse Dalmau et Nicolas Moinard, trois salariés de l'établissement d'accueil médicalisé Vesvrotte, dénoncent le manque de moyens accordés aux salariés du médico-social et du social. Photo LBP/G. V.



Le foyer d'accueil médicalisé Vesvrotte dépend de l'Acodège. Photo LBP/Annie LOUET

contrat à durée indéterminée (CDI) d'avoir une prime exceptionnelle de 100 €. « La direction générale a également débouqué 250 000 € sur ses fonds propres pour une autre prime. Mais ce n'est pas à coup de primes ponctuelles que le

problème sera réglé », souligne le moniteur éducateur Cyril Brisard.

Des difficultés pour les remplacements

C'est tout d'abord un ras-le-bol qui a poussé ces salariés

qui s'occupent de personnes parfois très lourdement handicapées, notamment un public déficient intellectuel ou présentant des formes d'autisme, à parler de leurs problèmes. « Il y a de moins en moins de personnel pour s'occuper des

résidents. Des collègues font des burn out », souligne Héloïse Dalmau, éducatrice spécialisée remplaçante depuis 2016. Qui ajoute : « On remplace les absences par des personnes peu ou pas qualifiées, alors que le public accueilli nécessite d'être encadré par des professionnels ayant une formation spécifique ». Pour Nicolas Moinard, « les conditions de travail se sont dégradées au fur et à mesure, au fil des années ».

« La direction nous dit qu'ils entendent nos revendications, mais qu'ils ne peuvent rien faire, car nous sommes une association et que nos revenus dépendent des pouvoirs publics », indique Héloïse Dalmau.

Des salaires au plus bas et une convention obsolète

Au cœur des revendications des employés, la revalorisation salariale. Héloïse Dalmau, Cyril Brisard et Nicolas Moinard mettent en avant des chiffres et des exemples pour étayer cela. « En tant que travailleurs du médico-social, on dépend de la convention collective de 1966. Il y a des salaires sous le Smic, et sur les fiches de paie de certains, il y a des primes pour compenser l'écart avec le Smic », font-ils remarquer. Ils précisent également qu'entre 2000 et 2021, le Smic brut a augmenté de 46,83 %, alors que le point d'indice de notre convention collective n'a augmenté que de 12,35 % sur la même période ».

« Autre exemple, un aide-soignant en début de carrière, le plus bas salaire de notre convention collective, était payé 8,76 % au-dessus du Smic en 2000. Aujourd'hui, ils sont payés 19,22 % en dessous du Smic. Il leur faut 10 ans d'ancienneté pour rattraper le Smic. »

Grégory VALLOIRE

La direction de l'Acodège essaye de se faire entendre

Du côté de l'Acodège, association dont dépend le foyer d'accueil médicalisé Vesvrotte de Beire-le-Châtel, la chargée de communication Marie-Laure Houzé nous explique que « la problématique est la même pour tout le monde dans notre secteur. Tout est lié aux politiques publiques. Tout le monde recherche du personnel ; dans les autres régions, c'est la même chose. Les fédérations sont à l'œuvre pour que les revendications aboutissent ». Elle nous renvoie aussi aux mots prononcés par le directeur général de l'Acodège lors de la manifestation du 7 février sur France 3 : « C'est une grande tension. On

arrive à tenir, mais on est préoccupés pour l'avenir. [...] Si rien ne se passe, la tension va devenir intenable, même en sortie de crise ». Il a d'ailleurs réalisé une action symbolique, jeudi 17 février, à l'agence régionale de santé et à la préfecture, aux côtés d'autres acteurs du monde social et médico-social, en déposant des offres d'emploi.

Par ailleurs, le 7 décembre, le président de l'Acodège Claude Guillet avait déjà appelé à la mobilisation pour la hausse des salaires des personnels du secteur sanitaires, des Ehpad et des établissements relevant d'un financement de l'assurance maladie.



Jeudi 17 février, Patrice Durovray, directeur de l'Acodège, aux côtés d'autres acteurs du monde social et médico-social, est allé déposer à l'agence régionale de santé et à la préfecture plus de 400 offres d'emploi à pourvoir au niveau régional. Photo LBP/Emma BUONCRISTIANI